

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

QUESTION 1 : La concentration de **logements sociaux** dans certains quartiers est parfois perçue comme une forme de cloisonnement de certaines communautés avec comme conséquences le repli sur soi, la peur de l'autre, voire le racisme. En sachant que le nombre de logements sociaux est insuffisant sur Namur et en sachant la nécessité de favoriser le vivre-ensemble et la mixité sociale, quelles propositions concrètes feriez-vous pour répondre à cette demande de logements publics à finalité sociale sans renforcer la ségrégation entre quartiers ?

Cédric Barbiaux (C.B.) Oxygène : il faut arriver à disséminer le logement social dans l'ensemble de la ville. On souhaite mettre en place un incitant financier pour que les propriétaires de logements au-dessus de leur commerce les mettent en location. Pour maintenir la population en centre-ville, il faut y maintenir le commerce. Il faut des baux commerciaux moins élevés.

Luc Gennart (L.G.) MR : On a mis en place l'initiative « Housing first » à Namur pour permettre aux gens précarisés de se relancer en leur mettant à disposition un logement, même rudimentaire. On veut essayer de favoriser l'accès à la propriété pour tous, même ceux qui sont en logement social. S'ils achètent leur logement social, ils en prendront davantage soin, ce qui permettra de lutter contre la ghettoïsation. On est favorable à combiner les trois sociétés de logement, y compris la régie foncière pour avoir un grand pool « logement » à Namur. On veut empêcher la division d'immeubles en petits logements.

Philippe Noël (Ph.N.) Ecolo : C'est notre priorité n°1. Il faut amplifier le retour en logement pérenne comme c'est le cas avec « Housing first ». La ville doit soutenir, notamment via l'accompagnement des personnes. On prévoit un système de « Community Land Trust » sur le plateau de Bellevue (être propriétaire du bâti mais pas du foncier) pour favoriser l'accès des plus jeunes à la propriété. Au niveau des aînés, les résidences services sociales marchent bien. Mais il y a 200 personnes sur liste d'attente. Il faut aller plus loin. La ville doit aussi être plus proactive pour prendre en gestion les logements inoccupés, en veillant à la mixité sociale.

Eliane Tillieux (E.T.) PS : A Namur, il y a beaucoup de projets d'infrastructure. Il faut revenir aux besoins essentiels, emploi et logement. « Housing first » et la résidence-service sociale c'est à notre initiative. On veut privilégier le modèle intergénérationnel : ça permet de réapprendre à vivre ensemble. On veut qu'un abri de jour voie le jour. On veut revoir le rôle de la régie foncière qui vend des biens publics par pour promouvoir le logement mais pour équilibrer les comptes.

Thierry Warmoes (T.W.) PTB : On construit beaucoup à Namur, mais c'est impayable. On souhaite fonder une coopérative namuroise du logement. On a plusieurs axes dans notre chapitre « logement » :

- ne laisser aucun logement inoccupé, notamment grâce à un système de taxation.
- développer le logement public et revenir rapidement à 10% de logement public à Namur sur le modèle viennois où les loyers privés sont les plus bas en Europe et où le plancher pour avoir accès à un logement public est de 72.000 euros. Aujourd'hui, en Belgique, il faut être très précaire pour avoir un logement social, ce qui crée des ghettos.
- valoriser le calculateur de loyer et octroyer un label de qualité pour lutter contre le logement « pourri ».
- Réserver dans tout projet de logement privé 25% à du logement à bas loyer.

Maxime Prévot (M.P.) CdH : Quand j'étais échevin du logement, on a taxé et réquisitionné (de manière douce) les logements inoccupés. Légalement, on ne peut pas imposer 25% de logements public à un promoteur à titre de charge d'urbanisme. Le logement public dépend des subventions, qui se sont tarées. Avec la régie foncière on a investi pour rénover le bâtiment afin de diminuer le coût énergétique des locataires du parc public. On a l'engagement logement, inédit en Wallonie pour mettre plus de logement en convention avec l' AIS. On a consolidé le financement d'Housing first.

REACTIONS :

C.B. : Au niveau des logements « divisés », il faudrait voir si les règles sont respectées. Il faut soutenir les associations, les considérer comme expertes et les inclure dans les organes de réflexion/décision.

L.G. : Il faut vendre les petits lopins constructibles de la ville qui n'ont pas d'utilité pour celle-ci pour lancer une dynamique. Il faudra se pencher sur l'habitat intergénérationnel intra-familial et la législation sur la division d'immeuble et son évolution quand les parents décèdent.

Ph.N. : On vient de lancer l'objectif zéro sans-abrisme. L'abri de jour, c'est en bonne voie. Réquisitionner les logements, ça prend plusieurs années. Avec la nouvelle législation, on a dû se réorganiser. L'idée, c'est plutôt de donner envie aux propriétaires de ne pas aller jusqu'à la réquisition qui prend 3-4 ans, mais de les mettre à disposition avec le soutien de la commune pour la remise en l'état.

E.T. : 25% de logements publics par projet, c'est trop. Mais ce qu'on fait pour l'instant, 3%, c'est trop peu. On doit utiliser les charges d'urbanisme pour faire plus. On doit lancer un grand plan de rénovation pour rendre les logements plus confortables et moins énergivores. La ville a un rôle à jouer à ce niveau-là en soutenant via des prêts et des PPP. Au niveau mixité sociale, il faut favoriser l'accompagnement via les AIS et les éducateurs de rue.

T.W. : Si les moyens manquent au niveau communal, c'est parce que la majorité wallonne MR-Cdh ne donne pas les moyens.

M.P. : Lors de la législature précédente, des centaines de millions ont été débloqués au niveau wallon pour la rénovation du parc des sociétés de logement. Mais les procédures sont lentes dans le cas du logement public. A la régie foncière, on a créé du logement d'urgence, de transit,... Le Foyer namurois a récupéré 70 logements inoccupés et sur l'Îlot Rogier il y a un projet de 40 nouveaux logements. On doit vendre des biens pour créer de nouveaux logements. Je suis un bourgmestre qui, contrairement à d'autres revendique davantage de logements sociaux.

QUESTION 2 : Vu l'allongement de la vie et le vieillissement de la population, une réelle **politique des aînés** est incontournable. Malheureusement, beaucoup d'aînés vivent dans la précarité et/ou l'isolement. Le manque de moyens pour le maintien à domicile est un frein aux soins et services de proximité. Quelle politique communale concrète comptez-vous mettre en place pour les aînés sur les axes de la lutte contre l'isolement et le maintien à domicile ?

T.W. : On veut un service particulier pour les aînés dans notre coopérative namuroise du logement. On veut une entreprise communale qui construit et rénove des logements. Ou qui les transforme pour le maintien à domicile des aînés. On veut créer des résidences-services reconvertis après le pic de vieillissement. On veut promouvoir l'habitat kangourou. On veut créer un réseau de bénévoles référents pour aînés pour voir si tout va bien et lutter contre l'isolement.

M.P. : On devrait ouvrir un deuxième lieu de type « Abbeyfield », sans doute avec l'aide de la régie foncière. Avec l'échevine, on veille désormais à l'adaptabilité des nouveaux logements. Il faut impulser un plan trottoir pour les PMR et les aînés. Il faut aussi avoir des logements qui leur permettent de rester en ville, à proximité des services, quand ils quittent leur logement familial devenu trop grand.

L.G. : Dans le plan trottoir, il faudra faire un plan en tenant compte de la densité de population, mais aussi du fait qu'ils sont utilisés par des écoliers et des personnes âgées. Il faut développer des moyens de transport pour faciliter leur mobilité avec des bus ou des petits véhicules (pousse-pousse ou autre). Il faut aussi favoriser la mobilité des aliments de qualité vers ces personnes âgées.

Ph.N. : Au niveau des résidences-services sociales, il y en a 40 à Namur et 19 en construction à Temploux. On veut en faire d'autres : 20 (+20 en extension) à Salzinnes et 40 à Erpent. On le fait déjà, mais c'est essentiel, que la livraison des repas CPAS aux aînés isolés serve aussi de lien social. On veut aussi identifier les aînés isolés via des relais de quartier. On a mis en place la plateforme namuroise du soutien à domicile. Il faut fédérer les énergies pour avancer tous ensemble.

E.T. : On propose que ce soit un.e aîné.e qui préside la CCCA, pas l'échevin.e. Que leur voix se fasse entendre au conseil communal, pas via des rapports, mais grâce à des séances spéciales

du conseil communal où on se pencherait vraiment sur cette question. On pourrait mettre à leur disposition un budget participatif. Au niveau du maintien à domicile, il est grand temps de mettre en place une déclinaison namuroise de la plateforme « bien vivre chez soi » que j'avais mise en place au niveau wallon, pour accéder aux infos utiles. Il faut diversifier les structures d'accueil, de jour, de nuit, sociales,... Il faut prendre plus en compte la santé mentale des aînés avec des associations idoines comme « Respect seniors ».

C.B. : On veut une cellule communale qui ne s'occupe que de ça. On veut améliorer un service de navettes pour aller vers les personnes âgées, mais aussi travailler avec les comités de quartier. On veut aussi améliorer le parking pour les services comme les infirmières à domicile dans la ville. La mobilité permet de rompre l'isolement. Il faudrait prolonger les heures de bus sur Namur.

REACTIONS :

T. W. – M.P. – L.G. : /

Ph.N. : Il est essentiel de mettre en rapport les infrastructures qui travaillent sur l'adaptabilité des logements avec les aînés pour leur faire découvrir les possibilités technologiques qui leur permettront de rester à domicile (domotique/contacts avec les proches). Il faut davantage écouter les aînés, notamment les CCCA.

E.T. : Il faut des tarifs abordables pour les seniors au niveau des transports en commun. Au niveau des logements, ils doivent être adaptables, mais aussi modulables pour permettre de partager l'espace en fonction de la taille de la famille. Il faudrait un conseil de l'accessibilité universelle pour toutes les personnes (PMR, aînés, poussettes,...) qui ont des difficultés à accéder à des services, des lieux,... Il faut soutenir les aidants proches en cas de souci (Alzheimer,...).

C.B. : On veut une concertation avec les citoyens. Pourquoi ne pas créer une plateforme de citoyens qui viendrait en aide aux personnes âgées. Promouvoir l'aide aux personnes âgées auprès du public scolaire.

QUESTIONS DU PUBLIC :

1) En matière d'emploi et de formation, il y a un projet ambitieux porté par l'Instance bassin emploi formation enseignement de créer un village de formation en réaffectant une partie du site du Génie à Jambes. Ce projet pourrait générer des synergies pédagogiques et logistiques entre les opérateurs de formation. Il a été annulé par le ministre Jeholet. D'après la personne qui a écrit la question, ces moyens prévus pour Namur ont été transférés du côté de Herve sans que cela ne suscite beaucoup de réactions au niveau de la commune de Namur. La question : comment les listes comptent répondre concrètement au besoin majeur en infrastructures de formation et d'insertion dans la région, sans privilégier l'aspect immobilier au détriment du social ?

E.T. : On a des patrons qui se plaignent de ne pas trouver de travailleurs et on a à Namur 1350 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi. Il faut les former dans des filières qui donnent accès à l'emploi. Il faut revoir la manière dont on oriente nos jeunes. La cité des métiers (via le gvt wallon) permet déjà de regrouper les acteurs autour du FOREM pour mieux orienter les demandeurs d'emploi. Il y a tout ce qu'il faut pour un village des métiers sur le site de Sarulet en termes d'infrastructures. Il faut aussi permettre aux demandeurs d'emploi de rencontrer des professionnels pour leur donner envie de s'orienter vers ces métiers manuels et techniques.

Ph.N. : Le CPAS a un rôle essentiel dans les dynamiques d'insertion et de formation. Il faut fédérer l'ensemble des opérateurs en concrétisant la cité des métiers.

C.B. : Oxygène veut co-construire les grands projets avec les citoyens. C'est le cas pour l'emploi et la formation.

T.W. : Oui, il faut de la formation. Mais il faut aussi de l'emploi dans la foulée. AU PTB, on pense que le public doit fournir de l'emploi stable et de qualité. Les gens demandent plus d'emplois, et, par corollaire plus de services de proximité (crèches, maisons de repos, guichets communaux décentralisés,...). On veut que la ville soit le 1^{er} employeur de la commune et un employeur modèle. On veut remédier au manque d'effectifs au niveau du CPAS, mais aussi engager des gens pour entretenir les espaces verts, pour nettoyer la ville. On ne veut pas faire des trucs comme une passerelle, un téléphérique, des voyages d'édiles à l'étranger (sous-entendu, c'est du gaspillage). Par exemple, pour les trottoirs, on a pris de la pierre bleue alors que le béton coûte deux fois moins cher. On veut aussi créer des entreprises communales, par exemple de production d'énergie renouvelable, de logement, d'aide-ménagère, de fabrique de repas avec des aliments en circuits courts. Si ça rapporte au privé, pourquoi est-ce que ça ne pourrait pas rapporter à la ville ? La ville de Cologne a des entreprises communales qui rapportent 110 millions d'euros par an.

L.G. : Namur accueille déjà beaucoup d'infrastructures d'enseignement, y compris supérieur. En attirer d'autres dépasse le cadre communal, tout comme le fait d'acquérir le site du Génie. J'ai lancé le salon de l'innovation pour donner envie aux gens de se lancer. Il faut prendre des initiatives pour que les jeunes découvrent la filière qui leur plaît. J'ai essayé d'intégrer des personnes avec un handicap pour les aider à s'émanciper. Si chacun dans les services de la ville s'engage à créer de l'emploi c'est bien.

M.P. : Quand on était au gouvernement Mme Tillieux et moi, on avait proposé une cité des métiers bicéphales : un pôle mise en relation et contact à l'îlot Rogier et la formation à proprement parler au Sarulet. On a réagi, on s'est battu pour garder le volet de l'îlot Rogier. Il faut soutenir l'associatif qui s'occupe d'alphabétisation. Il y a la MIRENA, Interface 3 (pour mettre à l'emploi des femmes qui ont connu des difficultés de formation). On doit amplifier ces programmes au niveau de la ville, avec les leviers régionaux.

2) Que pensez-vous de la réforme des hôpitaux et de leur mise en réseau ?

L.G. : Cette réforme est nécessaire pour faire face au vieillissement, mais aussi à l'évolution de la médecine, de plus en plus pointue. Les hôpitaux namurois doivent trouver des arrangements et des synergies entre réseaux. Il faut éviter les investissements à l'aveuglette pour capter des parts de marché dans un hôpital et permettre que les spécialisations et investissements couvrent l'ensemble des domaines.

E.T. : C'est un mal nécessaire. Il va falloir concentrer ses moyens pour continuer à financer les outils. On a trois hôpitaux à Namur. La ministre n'en veut plus qu'un. C'est à nous, Namurois, de déterminer comment on y arrive à se structurer en réseau via des fusions qui, j'espère, sont toujours envisagées. Il faut préserver l'hôpital public qui est la médecine de qualité accessible pour tous et qui, c'est important pour nous les Socialistes, garantit le respect des convictions philosophiques et religieuses de chacun. Il faut aussi plus de soins de proximité.

T.W. : On est contre la réforme. C'est juste un moyen de faire de l'austérité. On est pour la résistance à cette politique. Avant de parler des technologies de pointe, il faudrait déjà que la médecine de première ligne soit accessible à tous. Beaucoup de gens ne se font plus soigner. Nous, on veut une médecine généraliste gratuite via des maisons médicales. Au CHR en 2014, on a doublé les suppléments d'honoraires des médecins. Mais on n'est pas contre la collaboration entre hôpitaux, bien sûr.

C.B. : Ne connaît pas le dossier. Il faut faire une analyse.

M.P. : Oui, c'est un mal nécessaire. On a le plus haut taux d'Europe de couverture hospitalière par habitant. Si on réseaute au niveau du territoire et pas au niveau philosophique, ok, parce que c'est la concurrence qui pose problème. Mais le milliard d'euros d'économie dans les soins de santé, je suis contre. Maintenant, comment fait-on ces fusions ? Le CHR est à une croisée de chemins : il a du mal à digérer sa fusion avec Auvélais et celle, avortée, avec Saint-Luc. Il faut garder un hôpital public fort, c'est-à-dire pas esseulé au milieu de réseaux, ce qui pourrait d'ailleurs signifier le retrait de certains agréments à cause d'un trop petit volume. Il faut que l'hôpital public change aussi sa gouvernance. Le chapitre XII actuel n'est pas une solution à long terme. Les maisons médicales – je me suis battu pour maintenir l'approche au forfait - c'est un élément essentiel négligé par le Fédéral.

Ph.N. : Ecolo veut un réseau namurois à l'échelle de la province. Revoir la gouvernance de l'hôpital public namurois est nécessaire pour avoir une structure efficiente, compétitive, accessible au plus grand nombre.

3) Quelles sont vos propositions en matière de mobilité via les transports publics, en matière d'horaires, mais aussi face à la suppression des arrêts de bus ?

M.P. : On veut dissuader les voitures de rentrer dans la ville. D'où un réseau en étoile de P+R. Il faut faire des bandes bus spécifiques pour que les gens qui laissent leur voiture en dehors

rejoignent vite le centre-ville. On a obtenu un financement de l'Europe pour un projet « transport intelligent » qui va être mis en œuvre pour mieux aiguiller en temps réel les automobilistes et fluidifier le trafic. Il n'y a pas moins d'arrêts de bus. Il y en a plus. Mais ils ne sont pas au même endroit. Il faut faire évoluer le plan de circulation des bus qui date des années 70. Enfin, un réseau de voiries autonomes pour favoriser les connexions et le maillage cyclable est essentiel.

T.W. : On veut plus de bus, au niveau de la fréquence, en soirée et vers les villages périphériques. On n'approuve pas le plan Nam'in move. Il ne faut pas réorienter mais étoffer l'offre de transports publics. On veut par ailleurs rendre celui-ci gratuit, comme c'est le cas à Dunkerque où on a mis en place une taxe mobilité sur les entreprises. Il faut aussi plus de pistes cyclables.

L.G. : La mobilité gratuite, non. Tout moyen de transport consomme et doit donc être payé. Je propose de mieux utiliser les huit gares de la ville de Namur (22 dans un rayon de 15 kms) et leur parking pour désengorger le centre-ville. Ça irait plus vite que de construire des nouveaux parkings pour le P+R. A Liège et Charleroi, il y a eu des tests d'abonnements forfaitaires complets TEC+trains. Il y a les programmes « smarts ». Il faut aussi réapprendre aux enfants à marcher pour aller jusque l'école à partir de parkings décentrés, accompagnés par des adultes ou des élèves plus âgés.

Ph.N. : Face à l'augmentation du trafic qui amène à une congestion de la ville, Ecolo propose des solutions. Je suis d'accord avec M. Warmoes sur l'extension du réseau et des plages horaires. Mais sans les pouvoirs publics supérieurs, c'est impossible. A l'échelle communale, les P+R sont une solution (il y en a un à Bouge, deux autres sont en gestation à Erpent et Belgrade). Le vélo reste une alternative crédible, encore plus maintenant que l'électrique s'est développé. Mais il faut intensifier le réseau d'accessibilité pour les vélos.

C.B. : La commune doit faire pression sur les niveaux supérieurs. Ce qui n'a pas été fait. Il faut des bus tardifs pour permettre les loisirs en soirée (restos, culture,...). Il faut aussi plus de bus plus tôt pour permettre aux gens qui partent bosser tôt puissent les prendre. Pourquoi pas utiliser les parkings P+R pour le dépôt des enfants qui seraient pris en charge par les bus communaux ? On propose que les travailleurs de la commune viennent via le P+R et laissent les places du parking de l'Hôtel de ville aux clients des magasins. En politique, il faut montrer l'exemple. Les bus gratuits, c'est utopique. Il faut rendre les bus physiquement plus facilement accessibles pour les personnes âgées.

E.T. : le PS propose de mettre en œuvre une plateforme de concertation sur la mobilité regroupant tous les acteurs pour trouver les meilleures solutions, comme par exemple étaler les horaires de début et de fin des cours dans les écoles de la ville (et flexibiliser les horaires de travail) afin que tous les parents ne se retrouvent pas au même moment dans la ville. Ça ne coûte rien. A Rennes, ils ont même économisé l'achat d'un tram grâce à ce système. Mettre les bus au-dessus des trains, on pensait que c'était une bonne idée. Or, seulement 7% des gens font train et bus. On va obliger les gens à traverser une gare qu'ils ne doivent pas

fréquenter par ailleurs. Il y a d'autres solutions, grâce aux moyens intelligents, on peut travailler à flux tendus. On est pour les P+R, sauf celui de Bouge contre lequel on continuera de se battre parce que c'est une ineptie de ramener encore plus de véhicules dans un endroit déjà engorgé. Notre priorité, c'est le piéton. Il faut sécuriser ses déplacements. On veut aussi utiliser la voie d'eau pour organiser une vraie navette fluviale de Wépion à Salzinnes et de Jambes à Namur.

Si je suis élu.e, je m'engage à :

C.B. : réaliser une concertation citoyenne pour les grands projets, dès le début de ceux-ci.

L.G. : poursuivre la vision à long terme pour trouver des solutions à court terme.

Ph.N. : mettre en œuvre des budgets participatifs avec des moyens financiers conséquents et de manière pluriannuelle.

E.T. : Je serais bourgmestre à temps plein. J'écouterai les citoyens (via des consultations) et je tiendrais compte de leur avis.

M.P. : à continuer à gérer avec pragmatisme plutôt qu'avec simplisme pour que Namur soit plus généreuse, audacieuse, heureuse. Avec une vraie perspective de long terme, avec créativité et audace, nécessaires pour réussir. Il faut aussi une grande attention à la cohésion sociale. Et à offrir un cadre de vie agréable, où règnent sécurité et propreté, avec notamment le retour des cantonniers dans les villages.

T.W. : Mettre en œuvre une vision ambitieuse qui réponde aux défis de la pauvreté, le logement, la mobilité, de l'environnement. Le tout en restant à l'écoute des gens.